

Le Moyen-Orient et la présidentielle

Les dossiers internationaux ne pèsent généralement pas très lourd dans nos campagnes électorales. Mais le Proche-Orient, l'Irak et l'Iran risquent cette fois de s'inviter dans le débat politique franco-français.

S i elle était élue, Ségolène Royal parlerait-elle avec le Hamas ? La candidate socialiste l'avait promis avant d'opérer un virage spectaculaire pendant son voyage en Israël. S'opposerait-elle à l'accès de l'Iran au nucléaire civil ? Elle en a pris l'engagement lors d'un débat sans que l'on sache s'il s'agit de la théorisation d'un lapsus (« civil » au lieu de « militaire ») ou d'une position mûrement réfléchie. Nicolas Sarkozy peut-il, s'il est élu, aller jusqu'au bout d'une logique atlantiste en rupture totale avec la tradition gaulliste ? On le voit bien, depuis le début de la pré-campagne présidentielle, la poudrière du Proche-Orient, l'affaire du nucléaire iranien, la guerre en Irak sont bien plus que des dossiers internationaux. Sans parler des hésitations de Jacques Chirac sur les dangers – tout relatifs selon lui – de la bombe iranienne. L'opinion sait que le (ou la) futur(e) élu(e) de la République devra prendre position sur ces dossiers d'actualité. Elle jauge la familiarité des candidats avec ces questions. Premier test, le conflit israélo-palestinien. Comme toujours en France, celui-ci a des incidences particulières sur notre société. On guettera donc avec intérêt l'accueil que les candidats réserveront au questionnaire que leur adresse ces jours-ci la Plate-forme des ONG pour la Palestine. Pour Bernard Ravenel, président de l'Association France-Palestine Solidarité, partie prenante de cette initiative, « les obligations de la France sur cette question se résument en trois mots : application du droit ». « En clair, poursuit-il, comment passer d'une phase déclaratoire à une phase opérationnelle ? Car, si la France reconnaît la valeur supérieure du droit, elle n'a pas fait grand-chose pour le faire appliquer dans l'endroit de la planète où le droit est le plus impunément violé, la Palestine. »

Sous le titre éloquent « le droit pour la paix », des ONG de la plate-forme demandent aux candidats quelles mesures ils compteraient prendre, s'ils étaient élus, pour permettre « la création d'un État palestinien, conformément à la résolution 1397 (de 2002) du Conseil de sécurité des Nations unies ». Et l'application des résolutions demandant le retrait d'Israël des territoires occupés en 1967, ainsi



La question du nucléaire iranien sera présente dans la campagne électorale française.

que le respect du statut « internationalement reconnu de Jérusalem-Est comme territoire palestinien occupé ». Le questionnaire rappelle aussi la résolution 194 de l'Assemblée générale de l'ONU (1948), qui reconnaît « le droit au retour des réfugiés palestiniens ». Il évoque la IV^e Convention de Genève, qui interdit « les colonies de peuplement [...], les transferts forcés de population, la destruction des maisons », les entraves à la liberté de circulation. Les ONG demandent en outre aux candidats de se prononcer pour « la suspension de l'accord d'association » ratifié en 1999 entre Israël et l'Union européenne, « tant que l'État d'Israël continue de violer les droits de l'homme et le droit international ». Enfin, elles demandent que le (ou la) futur(e) élu(e) intervienne au sein de l'Union européenne pour que « celle-ci reprenne son aide à l'Autorité palestinienne ».

Mais les auteurs de ce document interpellent surtout les candidats sur deux initiatives diplomatiques : l'envoi d'une force multinationale « de protection et d'interposition » qui serait déployée « le long de la « front-

ière » de 1967, et la tenue d'une conférence internationale « sous l'égide de l'ONU ». Non sans une certaine ironie, le questionnaire s'achève en soulevant la question de « l'inspection de l'arsenal nucléaire israélien par l'Agence internationale de l'énergie atomique ». Au plus fort du débat sur le nucléaire iranien, c'est une façon de recadrer un dossier que la communauté internationale envisage avec des œillères. Israël n'ayant même jamais reconnu la possession de missiles nucléaires, qui relève du secret de Polichinelle. Quel accueil les auteurs de cette initiative peuvent-ils attendre ? Il sera bon, sans doute, à gauche de la gauche. Mais c'est du côté de Ségolène Royal que les réponses sont les plus incertaines. Ce dossier est un enjeu pour la candidate socialiste, dont on espère une prise de position courageuse. « Courageux », ici, veut dire en conformité avec les résolutions des Nations unies. Même si les candidats ne sont pas destinataires d'un questionnaire sur le dossier du nucléaire iranien, leurs propos seront particulièrement guettés sur le sujet. Faut-il dialoguer avec le régime de Mahmoud

Ahmadinejad, comme l'a suggéré Chirac en dépêchant une mission diplomatique à Téhéran, ou faut-il, à l'autre extrême, interdire à l'Iran l'accès au nucléaire civil, comme semble toujours le penser Ségolène Royal ? La tension entretenue, non seulement par les déclarations du Président iranien mais aussi par l'entourage de George W. Bush – et accessoirement certains *networks* américains qui comparent Ahmadinejad à Hitler (comme il y a quatre ans Saddam Hussein...) –, laisse penser que la crise pourrait prendre une tout autre tournure en pleine campagne présidentielle française. Chaque candidat aura à se situer face à l'idéologie du « choc des civilisations » et à montrer l'indépendance dont il est capable vis-à-vis des États-Unis... Une terrible épreuve politique en perspective.

DENIS SIEFFERT

Boniface interpelle les candidats

Il n'y a plus vraiment de politique étrangère qui nous soit étrangère. C'est en quelque sorte le sens de l'interpellation que le politologue Pascal Boniface adresse « à notre futur(e) président(e) de la République ». La mondialisation et cette prophétie autoréalisatrice que l'on nomme « choc des civilisations » ouvrent la voie « à un nouveau type d'affrontements ». Comme si les menaces, les attaques ne se faisaient plus aujourd'hui contre « l'étranger » mais contre une partie de nous-mêmes. Les conflits du Proche et Moyen-Orient, aux incidences évidentes sur nos sociétés occidentales, illustrent parfaitement ce bouleversement. Raison de plus pour placer la politique dite étrangère de la France au cœur du débat. C'est ce que fait le directeur de l'Institut de relations internationales et stratégiques (Iris) en proposant une ligne de conduite dans tous les dossiers chauds de l'actualité : l'Europe, le Proche-Orient, le terrorisme, l'Afrique. Derrière tous les problèmes qui se posent à la France, il met en évidence une question centrale : notre relation avec l'hyperpuissance américaine. La capacité de la France et de l'Europe à réimposer au monde « le choix du multilatéralisme, la prééminence des organisations internationales » et la « condamnation de la guerre comme moyen admissible de régler les différends ». Revigorant.

D. S.

Lettre ouverte à notre futur(e) président(e) de la République sur le rôle de la France dans le monde, Armand Colin, 191 p., 15,81 euros.

Concernant la crise iranienne, chaque candidat aura à se situer face à l'idéologie du « choc des civilisations » et à montrer l'indépendance dont il est capable vis-à-vis des États-Unis.

FORUM SOCIAL MONDIAL

Le bilan de Nairobi

Le Forum social mondial de Nairobi (20-25 janvier) laisse un bilan contrasté. Si l'on se réfère aux attentes qu'il a suscitées, il a rempli son contrat. Avec 60 000 inscrits et des participants venus de tout le continent, la démonstration est faite qu'il existe une société civile africaine en pleine ébullition, même si elle manque souvent de visibilité. Il est désormais prioritaire de renforcer ces mouvements et de leur donner les moyens de se structurer par-delà les délimitations ethniques et les frontières nationales.

Le FSM a pourtant soulevé des critiques, parfois injustement acerbes, mais dont le fondement mérite d'être débattu. Ainsi, la collégialité du groupe de préparation a été insuffisante, les mouvements de base en ont été écartés. Ensuite, les organisateurs kényans ont couru après l'argent (l'ardoise est d'un demi-million d'euros), et cette préoccupation a orienté certains choix. Comme le recours à des entreprises peu « alter » et un tarif d'entrée qui excluait d'office les plus pauvres. Ce qui pose plus largement la question de l'ouverture du FSM. Ses participants sont majoritairement des relais d'opinion, et il peine à inclure les plus défavorisés. À Mumbai, en 2004, on y était mieux parvenu. Encore s'agissait-il de « pauvres organisés ». En décrétant finalement la gratuité, les organisateurs du FSM de Nairobi ont largement ouvert le forum. Mais l'impréparation a généré une recrudescence des vols et une présence policière pesante. Loin d'un certain romantisme, l'ouverture du forum dans un pays pauvre implique l'organisation de la sécurité de ses altermondialistes « aisés ». Le Conseil international du FSM, laissé dans une certaine opacité (mais aussi coupable d'un manque de réactivité), s'est promis de préciser des règles d'organisation. Il existe cependant une vertu aux « erreurs » des organisateurs kényans : ils ont démontré qu'ils pouvaient se passer de tuteurs occidentaux pour organiser le plus important rassemblement de la société civile en Afrique depuis les indépendances. Un bénéfice sur un continent où la quête de l'autonomie est obsessionnelle.

PATRICK PIRO

FRANCE-AFRIQUE

Contre-sommet

En contrepoint au dernier sommet officiel France-Afrique de l'ère Chirac, à Cannes, les 15 et 16 février, un sommet citoyen France-Afrique débattait à partir de lundi, à Paris, de la rénovation de relations franco-africaines faites de soutien aux dictatures et de pillage des ressources. Survie, le CCFD, Greenpeace, Publiez ce que vous payez (Congo), la Ligue tchadienne des droits de l'homme, etc. proposeront, en cette année électorale, des réformes concernant l'aide au développement, les bases militaires françaises, le franc CFA, la francophonie, etc. Mardi, à 18 h, une manifestation partira du métro Château-Rouge pour la place de la République.

HAÏTI

La gangrène

« À Haïti, le gouvernement Préval et la communauté internationale doivent immédiatement réformer la police et la justice pour éviter que le pays ne sombre dans la violence criminelle », alerte le centre International de prévention des conflits Crisis Group. Face à la criminalité des bandes armées et aux prisons qui regorgent de détenus, dont beaucoup encore en préventive, l'État de droit ne parvient pas à s'imposer, l'incompétence et la corruption gangrenant le système judiciaire. Maintenant que les caméras ont quitté l'île, les donateurs de la communauté internationale doivent continuer à soutenir le gouvernement pour qu'Haïti sorte enfin du chaos.

PAYS-BAS

Les Travailleurs penchent à droite

Après les législatives de novembre dernier, le Parti travailliste (l'équivalent de nos socialistes) avait le choix : faire alliance avec la gauche antilibérale du SP, qui a réalisé une spectaculaire percée, ou avec la droite. Eh bien les Travailleurs (22% des sièges) ont choisi...la droite. Ils s'allient aux chrétiens-démocrates (27%) et au petit parti protestant (4%). Une occasion manquée. Les socialistes du SP, qui avec leur 25 sièges (16,7%) auraient pu accéder au pouvoir dans le cadre d'une vraie coalition de gauche, sont renvoyés dans l'opposition. Les Travailleurs, eux, ont opté pour le social-libéralisme et une majorité forte (53% des sièges).